

HAÏTI : Situation «insurrectionnelle» en Haïti (zone métropolitaine) | ETHIOPIA : Surrender deadline nears as Ethiopia prepares Tigray attack | BURUNDI : Affaire assassinat Feu NDADAYE MELCHIOR - Démission de Pierre Buyoya de son poste de Haut Représentant de l'UA au Sahel | COTE D'IVOIRE : L'heure des tractations postélectorales - Rencontre entre le président Ouattara et son rival Henri Konan Bédié



Photo : negritudelfm.com , haitilibre.com ; congoforum.be , digitalcongo.net ; apnews.com ; letempstg.com ; Le Monde ; courrierinternational.com ; allafrica.com ; moroccoworldnews.com

ETHIOPIA : Surrender deadline nears as Ethiopia prepares Tigray attack

HAÏTI : Situation «insurrectionnelle» en Haïti (zone métropolitaine).

BURUNDI : Affaire assassinat Feu NDADAYE MELCHIOR - Démission de Pierre Buyoya de son poste de Haut Représentant de l'UA au Sahel | PANAFRICANISME – Clôture de la semaine du Combattant 2020 | RUSSIE : La sécurité des étudiants Burundi (Burundais) n'est plus garantie

RDC CONGO : Après le vol des minerais, c'est les gorilles trop c'est trop ! Le mensonge de TF1 sur les gorilles rwandais, la colère monte en RDC - un reportage de TF1 affirmant que des gorilles de montagne ne se trouvent uniquement qu'au Rwanda.

Avec le BURUNDI, c'est la même chose. La source du NIL qui est au BURUNDI, n'est plus au BURUNDI mais au RWANDA.

UGANDA : Death toll now 16 in Uganda's unrest after Bobi Wine arrest

SOMALIE : 5 morts dans un attentat suicide à Mogadiscio

MALAWI : Un prédicateur fugitif arrêté pour fraude et blanchiment

MOZAMBIQUE: Djihadisme. Massacre au Mozambique - les victimes décapitées "doivent avoir un nom, une histoire"

GUINEA BISSAU : Govt to Move Remains of Murdered Ex-President to New Grave

SAO TOME AND PRINCIPE : Polisario's Actions in Guerguerat Are Criminal

COTE D'IVOIRE : L'heure des tractations postélectorales - Rencontre entre le président Ouattara et son rival Henri Konan Bédié

BURKINA FASO : Présidentielle - la lutte contre le terrorisme au cœur des débats

Photo : negritudfm.com , haitilibre.com ; congoforum.be , digitalcongo.net ; apnews.com ; letempstg.com ; [Le Monde](http://LeMonde.com) ; courrierinternational.com ; allafrica.com ; moroccoworldnews.com

**** DIASPORA ****

HAÏTI :

Haïti - FLASH : Manifestation de l'opposition radicale, violences, vandalisme, plusieurs victimes et nombreux dégâts

<https://www.haitilibre.com/article-32328-haiti-flash-manifestation-de-l-opposition-radicale-violences-vandalisme-plusieurs-victimes-et-nombreux-degats.html>

Mercredi 18 novembre 2020, plusieurs milliers de personnes répondant à l'appel de l'opposition radicale ont pris le béton pour exiger la démission sans condition du Président Moïse. Des manifestations qui ont rapidement dégénérées dans la violence et le vandalisme.

Dans plusieurs villes de provinces Jacmel, les Cayes, Mirebalais, Saint-Marc et d'autres régions ont rapporté des manifestations de plusieurs centaines de personnes contre le pouvoir en place.

Plusieurs manifestants ont été blessés dont au moins deux par balles lors d'affrontement avec les forces de l'ordre provoquant des mouvements de panique au sein de la population. Un jeune manifestant aurait été tué par balle par un tir d'origine indéterminé non loin de la Direction Départementale de l'Ouest de la Police Nationale d'Haïti (PNH), déclenchant la fureur des manifestants

De nombreux véhicules ont été vandalisés ou incendiés dont un véhicule de police. Deux pompes à essence ont été partiellement incendiés à Delmas 69

Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises sur la route de Delmas, à Nazon et au Champ de mars pour disperser les manifestants à l'aide gaz lacrymogène...

Des manifestants ont lancé des pierres et des bouteilles contre les policiers qui ont ripostés en lançant des grenades de gaz lacrymogène au niveau de Delmas 48, des tirs à balles réelles auraient été rapportés par des témoins

Plusieurs arrestations ont eu lieu, toutefois aucun bilan officiel n'a encore été publié...

À Delmas en début d'après midi plusieurs centaines de manifestants avec en tête Moïse Jean Charles le leader de l'opposition radicale du parti « Pitit Dessalin » ont pris la direction de l'Ambassade américaine. Les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants qui forçaient un barrage à deux pas de l'Ambassade américaine.(...)

GUADELOUPE :

Motifs impérieux : ambiguïté pour les voyageurs désireux de venir en Guadeloupe

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/motifs-imperieux-ambiguite-pour-les-voyageurs-desireux-de-venir-en-guadeloupe-893782.html>

Voyager entre l'Hexagone et les Outre-mer

Officiellement, les passagers au départ de l'Hexagone vers la Guadeloupe ne sont pas tenus de justifier d'un motif impérieux ; et vice et versa. Mais selon les règles imposées par le reconfinement, les voyageurs ne peuvent se rendre à l'aéroport parisien, par voie routière... sans un motif impérieux.

Pas de motifs impérieux exigés pour prendre l'avion

C'est dans une relative discrétion, via les réseaux sociaux, que le Ministère des Outre-mer a publié, ce lundi 16 novembre 2020, les nouvelles modalités, pour les voyages entre les Outre-mer et l'Hexagone.

On y note une information d'importance : la justification d'un motif impérieux, pour les passagers, en provenance de la France Hexagonale, à destination de la Guadeloupe, mais aussi de la Guyane, n'est pas exigée. Idem pour les voyageurs de ces deux territoires d'Outre-mer qui veulent rejoindre l'Hexagone.

Cette confirmation, quant à la possibilité, pour d'éventuels vacanciers, de venir chez nous, devrait être appréciée des acteurs du tourisme. Car depuis le reconfinement, les annulations de séjours se sont enchaînées. Une situation synonyme de nouveau coup dur, pour le secteur, déjà considérablement impacté par la crise sanitaire liée à la Covid-19 et par les mesures de limitation de sa propagation.

A l'approche des fêtes de Noël, cette communication de la rue Oudinot aurait pu permettre à certains d'envisager des vacances dans les îles de Guadeloupe.

Mais les choses ne sont pas si simples(...)

MARTINIQUE :

Encore des dégâts à cause des pluies, dans le nord et le sud de Martinique

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/encore-des-degats-a-cause-des-pluies-dans-le-nord-et-le-sud-de-martinique-893390.html>

Dégâts des eaux

Ce lundi 16 novembre 2020, la Martinique est en vigilance jaune depuis la mi-journée pour fortes pluies et orages prévient Météo France. Dans la matinée, de nouveaux dégâts ont été constatés notamment au Robert, au Vauclin et au François.

La Martinique se retrouve dans le sillage de l'onde tropicale n°49 laquelle "continue de générer un temps perturbé" sur l'île.

"Une accalmie durable est prévue cet après-midi et la nuit prochaine. Les averses sont ainsi plus espacées et seront modérées et passagères.

Néanmoins, une nouvelle dégradation pluvieuse est prévue pour la journée de mardi avec le passage d'une nouvelle onde tropicale."(Météo France)

Dans la matinée, alors que la vigilance Orange était encore activée, plusieurs axes routiers ont encore été inondés. Exemple au Robert, au pied de la montée de l'Estrade. De l'eau également dans l'école de cité Lacroix au Robert, ce lundi 16 novembre. Toutes les écoles du Robert sont fermées. Dans le sud, les rues de la ville de Sainte-Anne ont connu une brusque montée des eaux. Idem au Vauclin, commune voisine, où il y a eu un éboulement au quartier Cadette. En outre, l'école primaire est fermée jusqu'à nouvel ordre et dans le bourg, plusieurs foyers ont été touchés. Les automobilistes ont rencontré d'énormes difficultés sur les routes.(...)

BURUNDI :

PANAFRICANISME AU BURUNDI – Clôture de la semaine du Combattant 2020

<https://www.burundi-forum.org/la-une/politique/panafricanisme-au-burundi-cloture-de-la-semaine-du-combattant-2020/>

KARUSI, 21/11/2020 – Le CNDD-FDD clôture la semaine du Combattant 2020 [1]. En présence de toutes les hautes autorités du CNDD-FDD et du pays. Le CNDD-FDD est la première formation politique du BURUNDI.

Cette cérémonie annuelle du Combattant au Burundi permet de rappeler aux BURUNDI que leur FORCE réside dans L'UBUNTU [2]. Comme l'avaient démontré pendant LA COLONISATION (Crime contre l'HUMANITE), les HEROS PANAFRICANISTES BURUNDI : Feu BIHOME, Feu KANYARUFUNSO RUNYOTA, et Feu INAMIJANDI.

Le BURUNDI est un des seuls pays au Monde à être sorti des griffes du NEO-COLONIALISME [3] grâce à la dextérité de ses COMBATTANTS, politiques (CNDD) et militaires (FDD). D'où CNDD-FDD...

NOTES :

[1] BURUNDI : Panafricanisme – Semaine du Combattant 2020 |

<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-panafricanisme-lancement-de-la-semaine-du-combattant-2020/>

[2] BURUNDI : L'ubuntu-cratie- a clôturé la guerre civile burundaise de 1993 à 2003 |

<http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-lubuntu-cratie-a-cloture-la-guerre-civile-burundaise-de-1993-a-2003/>

[3] Le Pacte Néo-Colon du BURUNDI de 1959-1961 HIMA-UPRONA a tué Feu MIREREKANO Paul | <http://burundi-agnews.org/genocide/pacte-neo-colon-du-burundi-de-1959-1961-hima-uprona-feu-mirerekano-paul/>

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : CNDD-FDD, BDIAGNEWS, Femme Intwari

BURUNDI / RUSSIE : La sécurité des étudiants Burundi n'est plus garantie

<https://www.burundi-forum.org/la-une/international/burundi-russie-la-securite-des-etudiants-barundi-nest-plus-garantie/>

RUSSIE (MOSCOU), 20/11/2020 – L'Ambassade du BURUNDI en Russie vient d'annoncer la mort soudaine du jeune étudiant burundais M. NKENGURUTSE Egide.

Étudiant en Master à l'Institut d'Economie de MOSCOU, l'officier NKENGURUTSE Égide (Capitaine), a succombé à **une mort soudaine**. Le défunt s'est senti affaibli. Puis il s'est retrouvé au urgence à l'Hopital vers 23h. Il est mort à 4h du matin.

Compte tenu du nombre important de décès d'étudiants étrangers, notamment BURUNDI [1], **il serai sage, pour L'ETAT DU BURUNDI, de faire rentrer au plus vite ses jeunes étudiants en attendant d'élucider certaines questions**. Sans toutefois entacher sur les bonnes relations bilatérales existantes entre LE BURUNDI et LA RUSSIE

NOTE :

[1] Les étudiants étrangers morts ces dernières années en RUSSIE :

- **25 oct. 2020** : un jeune étudiant Burundais assassiné en RUSSIE [<http://burundi-agnews.org/diaspora/burundi-diaspora-russie-une-marche-silencieuse-en-memoire-de-feu-makoroka-jolivet/>]
- **23 juillet 2020** : un jeune étudiant Sénégalais tué par un train [<http://news.adakar.com/h/118970.html>]
- **1 sept. 2019** : un jeune étudiant Burundais – l'étudiant Feu HARERIMANA Prospère – assassiné en RUSSIE
- **20 févr. 2017** : un jeune étudiant Tchadien assassiné en RUSSIE [<https://netafrique.net/un-etudiant-tchadien-poignarde-a-mort-en-russie/>]
- **19 févr. 2010** : un jeune étudiant Coréen assassiné par un groupe de jeunes RUSSES en RUSSIE [<https://fr.yna.co.kr/view/AFR20100219000200884>]
- **7 avril 2006** : un étudiant sénégalais abattu à Saint-Pétersbourg par des racistes [<https://www.yabiladi.com/forum/russie-etudiant-senegalais-abattu-saint-petersbourg-2-1057209.html>]

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : Irambona Alain Nova

Démission de Pierre Buyoya de son poste de Haut Représentant de l'UA au Sahel. Départ volontaire ou forcé ?

<https://www.burundi-forum.org/la-une/actualites/demission-de-pierre-buyoya-de-son-poste-de-haut-representant-de-lua-au-sahel-depart-volontaire-ou-force/>

L'ancien président burundais, Pierre Buyoya, par ailleurs Haut représentant de l'Union africaine (UA) au Mali et au Sahel, a rendu sa démission. Motif invoqué : consacrer tout son temps à sa défense.

On se rappelle que l'homme avait été condamné le 19 octobre 2020, par contumace, avec une dizaine d'autres de ses proches, à la prison à perpétuité par la Justice de son pays pour l'assassinat du président Melchior Ndadaye en 1993.

Rappelons que ce coup d'Etat sanglant avait plongé le Burundi dans une guerre civile qui aura coûté la vie à plus de 300 000 personnes en une décennie.

Si la version officielle du départ de Pierre Buyoya de son poste au Mali n'est pas à balayer du revers de la main, l'on ne peut cependant, s'empêcher de se demander si l'UA ne s'est finalement pas débarrassée d'un colis devenu encombrant.

Ne nous voilons pas la face, Pierre Buyoya était devenu et ce depuis sa condamnation pour des crimes abominables, un personnage gênant pour cette institution qui dit être au service de tous les pays du continent noir.

C'est vrai que le condamné a toujours clamé son innocence en qualifiant sa condamnation de cabale politique. Reste que la Justice de son pays le considère comme le véritable bourreau du premier président hutu démocratiquement élu du Burundi. Et aux yeux de certains Burundais, Pierre Buyoya n'est ni plus ni moins qu'un loup déguisé en agneau. (...)

BURUNDI : L'ubuntu-cratie- a clôturé la guerre civile burundaise de 1993 à 2003

<https://burundi-agnews.org/genocide/burundi-lubuntu-cratie-a-cloture-la-guerre-civile-burundaise-de-1993-a-2003/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, DIPLOMATIE, CULTURE, DEFENSE, POLITIQUE – BUJUMBURA, Mercredi 18 novembre 2020 – Le CNDD-FDD commémore la semaine du combattant. En mémoire de tous ceux qui sont morts pour défendre vaillamment le BURUNDI. Notamment pendant LA GUERRE CIVILE BURUNDAISE DE 1993 à 2003 [1]. Les BARUNDI sont un peuple de L'UBUNTU [2]. C'est à dire une civilisation où LE MUNTU (L'HUMAIN) harmonise la cohabitation entre LE COUPLE ÉTERNEL DE LA FRATERNITE IMANA et HIMA. Issus, tous les deux, du ventre de MUKAKARYENDA [3]. Voilà ce qu'était la réussite de l'ancien ROYAUME millénaire des BARUNDI –INGOMA Y'UBURUNDI -. Éteint en 1965-66 par LE PACTE NEO-COLON DE 1959-1961 HIMA – UPRONA [4]. Depuis lors, LES HIMA et L'UPRONA BURUNDAIS constituent les ÊTRES (BANTU) et la formation politique du NÉO-COLONIALISME au BURUNDI.

LA DICTATURE MILITAIRE HIMA – UPRONA BURUNDAISE (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA) a fait plus de 4,5 Millions de victimes BARUNDI entre 1965-66 à 2005 sur une population de plus de 9 Millions de BARUNDI actuellement : LE GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI.

Juin 1993, LE FRODEBU de Feu NDADAYE Melchior gagnaient les élections démocratiques. L'erreur de cette élection était d'avoir bouleversé LE PACTE NEOCOLON DE 1959-1961 HIMA – UPRONA. Feu NDADAYE Melchior n'étant pas HIMA et sa formation politique n'étant pas L'UPRONA. Le jeudi 21 octobre 1993, Feu NDADAYE Melchior était assassiné. Le pouvoir redevenant désormais à nouveau entre les mains des HIMA et de l'UPRONA.

La conséquence immédiate fut que les filles et fils d'IMANA – BARUNDI – , regroupés autour du CNDD-FDD et FNL-PALIPEHUTU, rentraient en GUERRE CIVILE (INTER BARUNDI) contre le pouvoir HIMA – UPRONA. Produisant de nombreux morts , les fameux camps de concentration et les nombreux réfugiés [5]...

Pendant CETTE GUERRE, un des moments importants, fut lorsque le CNDD-FDD a montré détenir UN VÉRITABLE DISCOURS POLITIQUE. UNE VISION POLITIQUE [6] harmonieuse et inclusive ("UBUNTU"IQUE ou UBUNTIQUE). Ce qui a séduit ...

Il fallut attendre le dimanche 16 novembre 2003 : L' ACCORD GLOBAL DE CESSEZ-LE-FEU entre le Gouvernement de transition de la République du BURUNDI (HIMA – UPRONA) et le CNDD-FDD. Malgré LE RAPPORT DE FORCE POLITIQUE et MILITAIRE en faveur du CNDD-FDD, Le PACTE NEOCOLON DE 1959-1961 HIMA – UPRONA était préservé.(...)

TANZANIE :

Tanzania hit by a shortage of cement

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/tanzania-hit-by-a-shortage-of-cement-3202394>

Tanzania's Ministry of Trade and Industry has blamed the recent high cement prices on non-production by four main cement manufacturers in the country that had gone into maintenance.

A 50kg bag of cement retails for Tsh15,000 (\$6), but according to the National Bureau of Statistics data for October, the price had risen by 30 percent to Tsh22,000 (\$9) in parts of the country.

Permanent Secretary Dr Riziki Shemdoe told The EastAfrican that "some cement manufacturing industries had stopped production for a short term programme, which then paved the way for thorough maintenance of machines, and this lead to stopping production for a while."

This affected supply, which dropped to 150,000 tonnes for October, compared with 450,000 tonnes supplied to the market in the past two previous months.

The four main cement manufacturers are Twiga Cement based in Dar es Salaam, Tanga Cement in Tanga, Mbeya Cement in Mbeya and Dangote Cement located in Mtwara in Southern region.(...)

RWANDA :

New tech to reduce cost of heart disease treatment in Rwanda

<https://www.newtimes.co.rw/news/new-tech-reduce-cost-heart-disease-treatment-rwanda>

Rwandans that used to travel abroad to have heart surgeries and incur costs of up to 20 million Rwandan Francs will now have the same treatment at an amount between Rwf 2 to 4 million, thanks to newly introduced state-of-the-art technology offering such services in Rwanda.

Dubbed cardiac catheterization, the technology is the first of its kind in Rwanda's health sector; although it has been already in use in developed countries to carry out a number of procedures including treatment of cardiac issues, diagnosis, and tests.

During a catheterization procedure, doctors insert a very small, flexible, hollow tube (called a catheter) into a blood vessel in the groin, arm, or neck of a patient; into the aorta and into the heart. Once the catheter reaches the part that medics want, it is used to carry out several tests plus treatments among other things.

Rwanda's newly introduced equipment for cardiac catheterization will be stationed at King Faisal Hospital in Kigali where a whole laboratory has been set up and has already successfully handled some cases.(...)

RDC CONGO :

Journée mondiale des toilettes 2020 : un ménage, une latrine hygiénique !

<https://www.digitalcongo.net/article/5fb692f2ecae7c0017b8c9a1/>

Kinshasa19-11-2020Société - Cette journée vise à sensibiliser le public sur la situation de 4,2 milliards de personnes qui vivent encore sans accès à des installations sanitaires gérés en toute sécurité.

Le monde célèbre chaque 19 novembre, la journée mondiale des toilettes, pour cette année, le thème au niveau international est « l'assainissement durable et le changement climatique ».

Cette journée vise à sensibiliser le public sur la situation de 4,2 milliards de personnes qui vivent encore sans accès à des installations sanitaires gérés en toute sécurité.

40% de la population mondiale ; soit trois milliards de personnes vit sans installations de base à la maison pour se laver les mains avec du savon et de l'eau.

297.000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de diarrhée pour avoir bu de l'eau insalubre ou par manque de services d'assainissement ou d'hygiène des mains.

Chaque personne doit avoir accès à un assainissement durable, ainsi qu'à l'eau potable et à des installations de lavage des mains afin de protéger et maintenir la sécurité sanitaire de tous et contribuer à freiner la propagation de maladies infectieuses mortelles telles que la Covid-19, le choléra et la typhoïde.(...)

RDC : un chef rebelle condamné à perpétuité

<https://www.digitalcongo.net/article/5fbd299a928baf00174c31d1/>

Kinshasa 24-11-2020 Politique - La cour militaire opérationnelle garnison du Nord-Kivu, a condamné à perpétuité en audience publique Ntambo Ntabenle, leader du groupe rebelle NDC.

Accusé de crime contre l'humanité, viol, vol à main armée, participation à un mouvement insurrectionnel, tentative de meurtre, esclavage sexuel, enrôlement d'enfants mineurs, Ntambo Ntabenle, leader du groupe rebelle NDC, a été condamné à perpétuité.

Selon l'ACP, dans le verdict de cette cour, deux autres prévenus ont été condamnés à 15 et 20 ans de servitude principale pénale. M Ndoole Jean, par contre, a été acquitté de toutes poursuites judiciaires sans frais pour le même procès.

La cour militaire a retenu plusieurs griefs contre les trois prévenus condamnés notamment, le crime contre l'humanité, viol, vol à main armée, participation à un mouvement insurrectionnel, tentative de meurtre et assassinat, esclavage sexuel, enrôlement d'enfants mineurs, pillages, destruction méchante des biens.

Les condamnés ont été sommés de payer à titre de dommages et intérêts causés aux victimes, plus de 60.000 de dollars américains et des frais d'instances judiciaires.

Leila Zerrougui, représentant spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC, a salué la décision de la justice militaire congolaise. Sylvie Meta(SM/PKF)

Après le mensonge de TF1 sur les gorilles rwandais, la colère monte en RDC

<https://www.digitalcongo.net/article/5fbbbe6e15c62d00177cab5/>

Kinshasa 23-11-2020 Société - Des réactions se font de plus en plus enregistrées en République démocratique du Congo après la diffusion d'un reportage de TF1 affirmant que des gorilles de montagne ne se trouvent uniquement qu'au Rwanda. Des officiels congolais et des diplomates s'en mêlent.

Parmi des personnalités qui sont montées au créneau, se trouve Claude Nyamugabo, ministre congolais de l'Environnement et Développement durable. Cet officiel congolais s'est dit « effaré » après avoir suivi le reportage de TF1 diffusé dans le corps du journal télévisé de 20 heures, le 19 novembre. Le présentateur ainsi que la journaliste qui était sur le terrain au Rwanda ont répété au moins trois fois qu'on ne peut trouver des gorilles de montagne qu'au Rwanda. Claude Nyamugabo rappelle que les parcs de référence des gorilles de montagne sont Virunga et Kahuzi-Biega.

Sur Twitter, le mensonge de TF1 sidère. « Prière corriger et ne pas persévérer dans l'erreur. » Voilà peut-être la formule polie utilisée par l'ancien ambassadeur congolais en France, Christian Atoki Iлека pour demander à TF1 de corriger « l'erreur » contenue dans ce reportage. Mais pour d'autres congolais, il ne s'agit pas d'une erreur. Certains pensent que ce média français serait corrompu par le Rwanda. Pour John Katumba, président du Consortium des opérateurs touristiques en République démocratique du Congo, le Rwanda monte son tourisme sur du mensonge. « Les marketeurs du tourisme rwandais montent leur tourisme par rapport au mensonge sur la RDC, c'est ce que nous nous condamnons... ». Invité à la tranche matinale de la chaîne Télé 50, ce lundi 23 novembre 2020 à Kinshasa, cet opérateur touristique pense que les graves affirmations faites par ces journalistes de TF1 ressemblent à dire que la Tour Eiffel se trouve en Belgique. John Katumba explique que des gorilles de montagne sont une exclusivité congolaise. Et une poignée d'individus de cette espèce qui se trouvent au Rwanda ou en Ouganda, les sont à cause des crépitements de balles. Ils ont fui l'insécurité en RDC. Et à chaque fois qu'un bébé gorille né dans ce parc rwandais, c'est l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) qui va au Rwanda pour donner des noms à ces bébés gorilles. Des révélations qui ont fait bondir le présentateur de la tranche, qualifiant ses confrères de TF1, auteurs des affirmations incriminées, de « journalaux ». Ces deux protagonistes sur le plateau n'étaient pas loin de penser que ces journalistes seraient stipendiés par le Rwanda en débitant des telles faussetés pour des fins de marketing touristique.

« Si on laisse des choses comme ça, un jour on va écouter le Rwanda nous dire que les Okapis sont rwandais et les Bonobos sont rwandais. Et ils peuvent aussi dire un jour que le Fleuve Congo, on peut le visiter à partir du Rwanda. », a déclaré John Katumba.

Et sur Twitter, le 22 novembre, le très dynamique ambassadeur américain en RDC, Mike Hammer a demandé à TF1 : « Corrigez-le tout de suite ». Cela, en publiant ainsi des photos où il se trouve avec des gorilles de montagne et des plaines au Parc national des Virunga dans lequel ces primates ne sont d'ailleurs pas séquestrés comme au Rwanda. L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Marc Châtaigner, parle d'une « Erreur incompréhensible. » Dido Nsapu

UGANDA :

Death toll now 16 in Uganda's unrest after Bobi Wine arrest

<https://apnews.com/article/bobi-wine-kampala-coronavirus-pandemic-east-africa-africa-8ea8e305e8529ba42a6a657c04d9ab56>

KAMPALA, Uganda (AP) — The death toll from protests over the latest arrest of Ugandan opposition presidential hopeful and musician Bobi Wine has risen to 16, police said Thursday, as a second day of demonstrations continued in the country's worst unrest in a decade.

Kampala Metropolitan Police spokesman Patrick Onyango earlier in the day said the toll was likely to rise. At least 65 people were injured during the protests that erupted Wednesday in different parts of the East African country.

"There are those who are badly off," Onyango said. Police did not say whether any of the deaths were from new clashes Thursday.

He said 350 people had been arrested and detained throughout the capital, Kampala. Police and army were deployed heavily as protesters blocked roads and burned tires.

Police accuse Wine of flouting COVID-19 guidelines that require presidential candidates to address less than 200 people.

Wine, who has been arrested many times in recent years, has captured the imagination of many Ugandans with his persistent calls for President Yoweri Museveni to retire after 36 years in power. The election is early next year.(...)

Death toll rises to 28 as riots rock Uganda over Bobi Wine's arrest

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/east-africa-news/death-toll-rises-to-28-as-riots-rock-uganda-over-bobi-wine-s-arrest-3204614>

Kampala . Twenty-eight people died in violent clashes between Ugandan security forces and supporters of detained opposition leader Bobi Wine this week, police said Friday, updating an earlier toll.

"We would like to inform the public that a total of 28 people have died following the violent political demonstrations, in multiple areas," since Wednesday, police spokesman Fred Enanga said in a statement.

Ugandan security forces fired teargas and rubber bullets at angry protesters who set fires, barricaded roads and looted stores in the capital Kampala, as calls mounted for calm ahead of the January 14 elections.

The popstar-turned-presidential candidate Bobi Wine, whose real name is Robert Kyagulanyi, was still in detention after being arrested on Wednesday for allegedly violating coronavirus measures at his rallies, over the large crowds attending.

"The death toll is now 16, with 45 injuries, some serious injuries," Kampala police chief Moses Kafeero said, without giving details of those killed.

"About 350 people have been arrested for participating in violent acts including looting, destruction of property, traffic disruption, theft and robberies during the riots," he added.(..)

KENYA :

Kenyan schools to reopen in January

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenyan-schools-to-reopen-in-january-3023514>

Kenya has officially set January 4, 2021 as a tentative date for in person learning of all schools. Schools were closed indefinitely in March this year due to Covid-19, three months after the school calendar had begun.

However, in the new directives, all teachers aged 58 years and above have been urged to stay at home in line with the President Uhuru Kenyatta's directive to protect the vulnerable.

On Monday, Education Cabinet Secretary George Magoha announced that schools will be reopened after meeting requirements set by the Ministry of Health.

"I wish to assure the country that the government is determined to ensure safe reopening and learning of our schools. In doing so, we are drawing important lessons from the partial reopening that has taken place since October," Mr Magoha said.

Kenya joins Rwanda and Uganda in the East African circuit to reopen schools after a seven months break due to the pandemic.

In October, the Kenyan government had allowed phased reopening with students of Grade 4, Standard 8 (primary school finalists) and Form 4 (secondary school finalists) reporting back to school. However, some schools have since closed after some students tested positive for Covid-19. The government-run Kenya Institute of Curriculum Development has also been providing school programmes via the radio, television and online to cover the syllabus. However, many learners do not have access to technology to enable them access the lessons.(...)

SOUTH SUDAN :

South Sudan: Floods affect over 1M people since July

<https://www.aa.com.tr/en/africa/south-sudan-floods-affect-over-1m-people-since-july/2049437>

Floods caused by heavy rains in South Sudan have affected more than a million people since July, the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) said on Thursday.

"An estimated 1,034,000 people have been affected by floods since July. Jonglei State is the worst affected (404,000 people)," read a report, released by OCHA South Sudan on behalf of the Inter-Cluster Coordination Group, which covers the period from July 1 to Nov. 17.

"Of those people affected, some 481,000 were estimated to have displaced," the report said.

The heavy rains left widespread crop and property damage in the affected regions, it said.

"Abnormally heavy rainfall from July to date has led to overflows of the rivers Nile, Pibor, Sobat, Lol and other rivers as well as inland flooding, mainly in the eastern and central parts of South Sudan," the report added.

The affected people are in urgent need of food, livelihood support, emergency shelter as well as non-food items (ES/NFI), water, sanitation and hygiene, health and protection services.

September saw a host of global environmental disasters, including floods in landslides in Vietnam as well as wildfires in the US and Ukraine.

"Over the past decade, 83% of all disasters were caused by extreme weather and climate-related events such as floods, storms, and heatwaves," said a report by the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) -- titled World Disasters Report 2020: Come Heat, or High Water.(...)

SUDAN :

Russia to Build Naval Facility in Sudan

<https://moderndiplomacy.eu/2020/11/18/russia-to-build-naval-facility-in-sudan/>

Emerging from the first Russia-Africa Summit held in Sochi a year ago, Russia will make one huge stride by establishing a naval facility in Sudan. This marks its maritime security presence in the Mediterranean and the Red Sea region. Sharing a northern border with Egypt, Sudan is located on the same strategic coastline along the Red Sea.

According to the executive order, the published document says “the proposal from the government of the Russian Federation to sign an agreement between the Russian Federation and the Republic of Sudan on creating a facility of the Navy of the Russian Federation in the territory of the Republic of Sudan be adopted.”

It also authorizes “the Defense Ministry of Russia to sign the aforementioned agreement on behalf of the Russian Federation.” The document stipulates that a maximum of four warships may stay at the naval logistics base, including “naval ships with the nuclear propulsion system on condition of observing nuclear and environmental safety norms.”

Earlier, Prime Minister Mikhail Mishustin approved the draft agreement on establishing a naval logistics base in Sudan and gave instructions to submit the proposal to the president for signing. The draft agreement on the naval logistics facility was submitted by Russia’s Defense Ministry, approved by the Foreign Ministry, the Supreme Court, the Prosecutor General’s Office and the Investigative Committee of Russia and preliminary agreed with the Sudanese side.(...)

ETHIOPIA :

EU fears 'unravelling' of Ethiopia

<https://euobserver.com/foreign/150122>

The "unravelling" of Ethiopia, millions of new refugees, and warfare spilling as far as the Red Sea coast - this is what the EU and its regional allies fear, a leaked report says.

"Both sides do not give sign of stepping back and the risk of spreading violence and the unravelling of the Ethiopian state is present should the current crisis endure," the internal EU report, seen by EUobserver, said.

"Critical questions to observe will be the cohesion of the national army and the reaction in other [Ethiopian] regions (especially the Southern region and Oromia)," it added.

The seven-page report was drawn up by officials in the EU Council, who help to prepare EU diplomats' talks.

It was dated 10 November, but fighting between the 250,000-strong rebel forces of the Tigray People's Liberation Front (TPLF), in northern Ethiopia, and the Ethiopian army has only escalated in the past nine days.

EU foreign ministers will discuss the crisis by video-link on Thursday (19 November).(...)

Surrender deadline nears as Ethiopia prepares Tigray attack

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/africa/surrender-deadline-nears-as-ethiopia-prepares-tigray-attack-3209740>

Wednesday November 25 2020 | Hundreds of people have reportedly been killed and thousands have been displaced in the fighting.

Summary

Ethiopian forces say they are encircling the city with tanks ahead of an assault on the TPLF, and have urged its half million residents to leave.

Addis Ababa. Prime Minister Abiy Ahmed on Wednesday said he rejected international "interference" in Ethiopia's affairs, hours before a deadline for Tigray's rebellious leaders to surrender or face an assault on their capital.

Abiy, the winner of last year's Nobel Prize, late Sunday gave the Tigray People's Liberation Front (TPLF) 72 hours to surrender -- an ultimatum rejected by the leader of the dissident northern region, who has said his people are "ready to die" for their homeland.

As the clock ticked down, the UN Security Council held its first meeting on the three-week old crisis, with particular concern for civilians in the regional capital Mekele.

Ethiopian forces say they are encircling the city with tanks ahead of an assault on the TPLF, and have urged its half million residents to leave.

Rights groups have warned that attacking the city could constitute a war crime. The UN, US, EU and others have urged restraint, and called for an immediate halt to hostilities.

Abiy has resisted calls for mediation and insists the "law enforcement operation" against the TPLF is entering its decisive final stage.

In a statement Wednesday, he said Ethiopia appreciated the concern but stressed his government was "very much capable" of resolving the matter on its own.

"While we consider the concerns and advice of our friends, we reject any interference in our internal affairs," Abiy said.

"We therefore respectfully urge the international community to refrain from any unwelcome and unlawful acts of interference and respect the fundamental principles of non-intervention under international law."

The African Union (AU), headquartered in the Ethiopian capital Addis Ababa, has dispatched three former African presidents as special envoys to try and broker talks.

Ethiopia pic

Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed.

A spokesman for an Ethiopian committee handling the conflict said Monday the government would meet the envoys "as a matter of respect" but flatly ruled out negotiations with the TPLF.

Jake Sullivan, the newly-appointed national security advisor to US President-elect Joe Biden, on Wednesday urged Ethiopia's warring parties to immediately begin dialogue through AU mediators.

"I'm deeply concerned about the risk of violence against civilians, including potential war crimes, in the fighting around Mekele in Ethiopia. Civilians must be protected and humanitarian access must be opened," Sullivan posted on Twitter.

- Humanitarian crisis -

Fighting between the Ethiopian army and Tigrayan forces has raged since November 4, when Abiy ordered a military response to what he said were TPLF attacks on federal military camps.

More than 40,000 refugees have fled the violence into eastern Sudan, and rockets have fallen on the Eritrean capital Asmara and Ethiopian cities outside Tigray, spurring fears the conflict could widen. Hundreds have reportedly been killed, including at least 600 civilians that Ethiopia's rights watchdog says were massacred in the town of Mai-Kadra.

The EU's foreign policy chief Josep Borrell on Tuesday discussed the worsening humanitarian crisis with Ethiopia's foreign minister, and warned the fighting was already destabilising the wider region. Tigray remains under a communications blackout and media access to the region has been restricted, making independent verification of claims from both sides difficult.

The government said Tuesday that Tigrayan troops were surrendering, while the TPLF claimed to have routed an army battalion.

The TPLF led the overthrow of Ethiopia's military Derg regime in 1991 and dominated the country's politics until Abiy became prime minister in 2018.

Since then, TPLF leaders have complained of being sidelined by Abiy and blamed for the country's woes, and tensions have festered between the regional leadership and the federal government in Addis Ababa.

SOMALIE :

Somalie : 5 morts dans un attentat suicide à Mogadiscio

<https://sahel-intelligence.com/22056-somalie-5-morts-dans-un-attentat-suicide-a-mogadiscio.html>

Le bilan de l'attentat suicide du mardi dans un restaurant de Mogadiscio fait état de cinq morts et une dizaine de blessés, selon les services sécuritaires somaliens.

« La mort de cinq personnes, dont deux policiers, a été confirmée et plus de dix ont été blessées », a déclaré un officier de police sur place. Il a précisé que parmi les blessés emmenés à l'hôpital, plusieurs étaient « gravement touchés ».

L'attaque a été revendiquée par les Shebab, groupe terroriste jihadiste somalien lié à Al-Qaïda, dans un communiqué relayé notamment par l'organisme américain SITE, spécialisé dans la surveillance des groupes radicaux.

Par ailleurs, l'armée somalienne a arrêté lundi 3 dirigeants shebab lors d'opérations menées dans les régions du Moyen et du Bas-Shabelle (sud) du pays.

Au cours des opérations, plusieurs éléments du groupe shebab ont été tués

****** L'AFRIQUE DU SUD ******

MADAGASCAR :

Kere : réunion d'urgence avec les partenaires financiers

<https://www.madagascar-tribune.com/Kere-reunion-d-urgence-avec-les-partenaires-financiers.html>
La famine continue de sévir dans la partie sud de Madagascar. Face à la situation, une réunion d'urgence se tiendra ce jour entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers comprenant la Banque mondiale, l'Union Européenne, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'UNICEF (Fond des Nations-unies pour l'enfance). L'évaluation d'un budget spécial à allouer à cette lutte contre le Kere dans le Sud sera notamment à l'ordre du jour.

Des actions ont été menées depuis quelques semaines pour venir en aide à la population mais elle reste insuffisante. 6000 tonnes de vivres ont été distribuées par le PAM, des centres de soins et d'amélioration nutritionnelle et de centres d'approvisionnement alimentaire ont été installés dans les localités les plus touchées. Des comités anti-kere sous la direction des gouverneurs de région, composés de chefs de districts, des autorités ministérielles et des délégués des différents partenaires internationaux ont été également mis en place. Un recensement des victimes est également en cours. Le gouvernement est dans la phase de repérage des lieux en bordure de zones humides comme les zones bordant la rivière Mandrare, en commençant par Ifotaka, pour construire des habitats destinés aux populations vulnérables.

SOUTH AFRICA :

South Africa president 'embarrassed' after escape of preacher Shepherd Bushiri

<https://www.rfi.fr/en/africa/20201119-south-africa-president-ramaphosa-embarrassed-after-escape-of-malawian-preacher-prophet-shepherd-bushiri-1>

The escape from South Africa of self-styled Malawian prophet and preacher Shepherd Bushiri and his wife Mary has left President Cyril Ramaphosa “embarrassed and concerned” and has dented diplomatic relations between the Southern African Development Community partners. Extradition proceedings have begun after the incident which has once again highlighted how porous South Africa's borders are.

Bushiri, along with his wife, is on trial charged with theft, fraud and money laundering involving R105 million (5.7 million euros).

Earlier this month they were granted bail at R200,000 each.

Last Friday they failed to present themselves at the Centurion police station south of Pretoria in terms of their bail conditions.

At the time, Malawian President Lazarus Chakwera was on an official visit to South Africa.

Authorities in Pretoria feared the Bushiris would try to leave the country aboard the presidential jet. Chakwera's flight home was delayed for seven hours as police and immigration officials searched it and carefully checked each member of the official entourage.

Both South African and Malawian officials discounted reports that the Bushiris had been officially smuggled out of South Africa.

Once Chakwera was back in Lilongwe, Malawian officials issued a statement protesting at the South African treatment of their president.

The Bushiri's arrived back in Malawi at the weekend and after hiding out in a luxury hotel in the capital presented themselves to authorities.

The appeared in Lilongwe court where they were granted bail, although they are not facing charges in Malawi.

Information Minister Gospel Kazate said they were exercising their right to go home because they felt their lives were in danger in South Africa.

Asked about extradition proceedings, Kazate said Malawi is a nation of laws and that the matter will be dealt with by the book.(...)

BOTSWANA :

ELIM. CAN 2021 : LE BOTSWANA SE RELANCE CONTRE LA ZAMBIE

<https://www.africatopsports.com/2020/11/16/elim-can-2021-le-botswana-se-relance-contre-la-zambie/>

Premier victoire du Botswana dans les éliminatoires de la CAN 2021. Opposé à la Zambie ce lundi, la sélection entraîné par l'Algérien Adel Amrouche l'a emporté 1-0.

Un but marqué par Mosha Gaolaolwe dès la 6e minute a suffi à faire le bonheur des Botswanais. Avec cette victoire qui leur permet d'avoir 4 points, les Zèbres se relancent dans ces éliminatoires puisqu'ils sont désormais à 1 point du Zimbabwe qui a arraché le nul contre l'Algérie cet après-midi.

Une victoire contre les Warriors lors de la 5è et avant-dernière journée les rapprochera sûrement de la CAN 2021.

C'est dire combien de fois la bataille pour la deuxième place sera âpre dans le groupe H.

ZIMBABWE :

Zimbabwe: la Potraz souhaite que l'Etat la débarrasse de la dette héritée de l'opérateur historique

<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1911-82646-zimbabwe-la-potraz-souhaite-que-l-etat-la-debarrasse-de-la-dette-heritee-de-l-operateur-historique>

(Agence Ecofin) - L'organe de régulation des télécoms du Zimbabwe souhaite à nouveau se consacrer efficacement à ses missions. Pour y parvenir, il a exhorté le ministère des TIC à reprendre la dette héritée de la Posts and Telecommunications Corporation, lors de sa dissolution en 2000, qui nuit à son pouvoir financier.

Lors d'un atelier de planification stratégique sur les entreprises publiques et parapubliques, tenu le 18 novembre 2020 dans la ville frontalière de Mutare, Gift Machengete (photo), le directeur général de l'Autorité des postes et télécommunications du Zimbabwe (Potraz), a plaidé pour que le gouvernement reprenne au régulateur télécoms la dette héritée de la Posts and Telecommunications Corporation (PTC), l'opérateur historique.

En 2000, lors de la dissolution de PTC – qui a vu la création de NetOne la société de télécommunications mobiles, TelOne le fournisseur de services de télécommunications fixes, ZimPost la société de services postaux et People's Own Savings Bank (POSB) l'institution financière d'épargne – les dettes de plusieurs millions de dollars enregistrées auprès de partenaires commerciaux par la société publique sont toutes devenues celles du régulateur télécoms. Ce dernier qui doit les régler se plaint qu'elles nuisent à son pouvoir financier et à sa capacité à assurer efficacement ses missions de régulation.

S'adressant au ministre des TIC Jenfan Muswere, Gift Machengete a déclaré que « nous exhortons le gouvernement à reprendre la dette héritée par la Potraz de l'ancienne PTC. Des interventions de votre ministère contribueraient certainement grandement à ouvrir la voie à son repositionnement efficace [...] en tant que ministère de tutelle, en particulier d'un point de vue politique, nous pensons que des changements pertinents devraient également être apportés aux politiques existantes pour que l'autorité puisse effectivement se redresser ».(...)

ZAMBIA :

Zambia's Eurobond default – What we have learned

<https://www.theafricareport.com/50664/zambias-eurobond-default-what-we-have-learned/>

As expected for months, Zambia now has the dubious distinction of being the first African country this year to default on a portion of its debt. While many have framed Zambia's failures as a consequence of the ongoing COVID-19 pandemic, many analysts have pointed out that the country's failures pre-date the outbreak and have more to do with the government's incompetent fiscal management than anything else.

This is why it's important that we don't go too far in applying what happened in Zambia to other African countries, where the situation is very different.

Nonetheless, there are a few lessons we can take away from the Zambian experience that might be instructive to finance ministries in other countries facing similar challenges:

1) INVESTORS AREN'T GOING TO BEND: The system may be broken and it may be morally wrong for private creditors to extract enormous profits from the misery of African taxpayers, but the harsh reality is there's no regulatory force strong enough to compel the financial industry to change. These are global enterprises beyond the jurisdiction of any national governing body and they're going to do whatever's in their and their clients' financial interests. Period.

2) THE CHINESE AREN'T GOING TO BEND: Yes, the Chinese have forgiven some debts in Africa but only zero-interest loans and grants, which account for less than 5% of its debt portfolio on the continent. As for the other 95%, those liabilities aren't going away. Other than a 6-month repayment deferral of a single loan from the China Development Bank, the Chinese made no accommodation for Zambia, at least as far as we know, either in terms of canceling debt or enacting some kind of large-scale restructuring deal. From the beginning of this crisis, the Chinese have been consistent in their messaging to African countries about their financial obligations: we'll work with you, but you're going to have to repay us one way or another.(...)

MALAWI :

Malawi : Un prédicateur fugitif arrêté pour fraude et blanchiment

<https://letempstg.com/2020/11/19/malawi-un-predicateur-fugitif-arrete-pour-fraude-et-blanchiment/>

Le prédicateur star millionnaire Shepherd Bushiri, impliqué dans une affaire de fraude et blanchiment en Afrique du Sud, a été arrêté mercredi au Malawi, d'où il est originaire. "Prophète" auto-proclamé d'une église évangéliste fondée à Pretoria, il avait fui au Malawi la semaine dernière, contrevenant aux strictes conditions de libération sous caution imposées par un tribunal sud-africain.

La police du Malawi avait lancé mardi une chasse à l'homme pour le retrouver, après la diffusion par Interpol à Pretoria d'un mandat d'arrêt.

"Le prophète et sa femme se sont rendus eux-mêmes à la police le mercredi 18 novembre 2020

lorsqu'ils ont eu vent de leur arrestation imminente", a déclaré dans un communiqué le porte-parole de la police James Kadadzera. Le couple sera présenté à la justice, a-t-il ajouté.

Selon le porte-parole du prédicateur, Ephraim Nyondo, Shepherd Bhushiri avait de toute façon l'intention de se présenter de lui-même à la police du Malawi pour montrer "qu'il n'est pas un fugitif. Il est au Malawi pour chercher justice, ce dont il ne pense pas bénéficier en Afrique du Sud". Célèbre en Afrique australe, l'église évangéliste qu'il a fondée à Pretoria, baptisée Enlightened Christian Gathering Church (ECG), a des milliers de fidèles.

Egalement homme d'affaires au train de vie fastueux, qui a investi dans l'industrie minière, les télécommunications ou encore l'hôtellerie de luxe, sa fortune est estimée à plusieurs millions d'euros. Une part est tirée des dons des croyants.(...)

NAMIBIE :

Namibie: le Fonds vert et l'EIF allouent 1,4 million \$ à la résilience climatique

<https://www.agenceecofin.com/aide-au-developpement/1911-82652-namibie-le-fonds-vert-et-l-eif-allouent-1-4-million-a-la-resilience-climatique>

(Agence Ecofin) - En Namibie, un projet d'accroissement de la résilience climatique mis en œuvre à Keetmanshoop bénéficiera d'un appui financier de 1,4 million \$ alloué par le Fonds vert pour le climat. Le projet formera 200 acteurs aux menaces climatiques et aux réponses adaptées.

Le Fonds d'investissement environnemental de Namibie (EIF) et le Fonds vert pour le climat ont alloué 1,4 million \$ à la Namibie pour l'accroissement de sa résilience au changement climatique.

Les Fonds iront au profit d'un projet mené dans la ville de Keetmanshoop et mis en œuvre par les organisations communautaires de gestion des ressources naturelles.

Ces dernières s'appuieront sur les méthodes d'adaptation basées sur les écosystèmes (EBA) comme « une approche rentable et à faible risque pour renforcer la résilience au changement climatique ».

Ce type de solutions implique la préservation, la restauration et la gestion durable des écosystèmes vulnérables qui sont des moyens de subsistance de 70 % de la population namibienne.

« Ce projet permettra également de former 200 personnes, dont des fonctionnaires et de petits exploitants agricoles à la sensibilisation aux menaces climatiques et aux réponses appropriées. Les capacités d'adaptation au niveau communautaire seront aussi améliorées afin que les communautés soient en mesure de gérer durablement les ressources naturelles », a affirmé Pohamba Shifeta.

ANGOLA :

Angola : La police a tiré sur des manifestants pacifiques

<https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/12/angola-la-police-tire-sur-des-manifestants-pacifiques>

(Johannesburg, le 12 novembre 2020) - La police angolaise a recouru à des tirs à balles réelles, des gaz lacrymogènes et des chiens pour disperser une manifestation anti-gouvernementale pacifique dans la capitale, Luanda, le 11 novembre 2020, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Un manifestant a été tué. La police a sévèrement battu les activistes Nito Alves et Laurinda Goveia, qui se trouvent dans un état critique, et a arrêté arbitrairement un troisième activiste, Luaty Beirão. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des personnes fuyant dans les rues de Luanda, alors que des policiers tirent des balles réelles et des gaz lacrymogènes sans discernement. Des policiers ont également battu des manifestants avec des matraques, dont certains ont ensuite été conduits dans des fourgons de police vers des lieux inconnus, selon des témoignages recueillis par Human Rights Watch.

« Les tirs de la police sur des manifestants pacifiques sont des actes inacceptables et criminels », a déclaré Zenaida Machado, chercheuse senior auprès de la division Afrique à Human Rights Watch.

« Le gouvernement devrait mener une enquête approfondie sur l'utilisation par la police d'une force létale excessive, et demander des comptes aux responsables. »

Aux premières heures du 11 novembre, jour de l'indépendance de l'Angola, des milliers de policiers lourdement armés et de policiers en civil ont été déployés dans les rues de Luanda avant une manifestation antigouvernementale organisée par des groupes de la société civile pour demander des mesures favorisant la création d'emplois, et des élections locales en 2021.(...)

MOZAMBIQUE:

Djihadisme. Massacre au Mozambique : les victimes décapitées “doivent avoir un nom, une histoire”

<https://www.courrierinternational.com/article/djihadisme-massacre-au-mozambique-les-victimes-decapitees-doivent-avoir-un-nom-une-histoire>

L'écrivain le plus célèbre du Mozambique s'est exprimé sur la violence islamiste qui règne dans le Cabo Delgado et qui devrait, estime-t-il, réveiller la conscience de ses compatriotes. Mia Couto prend l'exemple de l'écho trouvé par la mort de Samuel Paty en France, rapporte le journal O País. Il est une voix majeure de la littérature mozambicaine. Et cette voix s'est élevée récemment pour commenter le drame en cours dans le Cabo Delgado, une province riche en gaz et en proie au djihadisme dans le nord-est du pays. L'écrivain Mia Couto a fait part de son inquiétude après “les récits barbares des derniers jours”, rapporte le journal O País, qui couvrait le lancement dans la capitale Maputo de son dernier roman, en présence du président de la République, Filipe Nyusi. Davantage que des nombres ou des statistiques

Mais surtout, Couto a insisté sur la prise de conscience collective que doivent susciter les massacres rapportés par différents journaux :

"Les personnes assassinées dans le Cabo Delgado ne doivent pas seulement faire l'objet d'une dépêche, n'être que des nombres ou des données statistiques. Elles doivent avoir un nom, une histoire."

L'écrivain s'étonne de voir que les gens “tués et chassés” depuis octobre 2017 dans le nord du Mozambique ne mobilisent pas davantage ses compatriotes, ni la télévision ou la littérature de son pays. Couto prend l'exemple de Samuel Paty : “Quand ce professeur a été tué et décapité en France, tous les journaux et toutes les radios ont raconté sa vie.”(...)

GUINEA BISSAU :

Guinea Bissau: Govt to Move Remains of Murdered Ex-President to New Grave

<https://allafrica.com/stories/202011170075.html>

The remains of Guinea Bissau's former President João Bernardo "Nino" Vieira will Monday be relocated from Bissau municipal cemetery to José D'Amura fortress, a heroes' corner, after the country's cabinet approved the symbolic move.

The relocation means that President Vieira will now be officially categorised as a dignified statesman and a national hero.

The fortress harbours tombs for the country's first President Amílcar Lopes Cabral who was buried alongside other national heroes and Bissau-Guinean influential personalities such as former Prime Minister Francisco Mendes who died in a car crash in 1978, pre-independence hero Osvaldo Vieira in whose honour the country's main international airport is named, independence heroine Titina Silá, and Pansau Na Isna, another independence war veteran in Guinea Bissau.

Nino Vieira, who was 70 at his death, was a liberation fighter murdered in his house on March 2, 2009. His killing was thought to have been a revenge attack, after the army chief of staff died in an explosion a few hours earlier.

He was the country's longest serving president, initially from 1980 to 1999, and later from 2005 to 2009. His charisma was tinged with controversy.

His death probe was shelved in 2017 by the country's government.

José D'Amura fortress was built in the heart of Bissau by the Portuguese colonialists in 1696 to protect the country from French invasion.

Guinea-Bissau is one of the world's poorest states. It has a history of coups and has become a major transit route for smuggling cocaine to Europe.

Guinea-Bissau has been plagued by coups and political unrest since it gained independence from Portugal in 1974.

CABO VERDE / CAP VERT :

VENDÉE GLOBE: NICOLAS TROUSSEL A DEMÂTÉ AU LARGE DU CAP-VERT

<https://rmcsport.bfmtv.com/voile/vendee-globe-nicolas-troussel-a-demate-au-large-du-cap-vert-2006466.html>

Nicolas Troussel, skipper de Corum l'Épargne, a démâté dans la nuit de dimanche à lundi sur le Vendée Globe. C'est le premier abandon de l'édition 2020-2021.

Premier abandon sur le Vendée Globe. Nicolas Troussel, 7e du classement général, a démâté dans la nuit de dimanche à lundi, ont annoncé les organisateurs. Le skipper de Corum l'Épargne se situait au Nord-Ouest du Cap-Vert où il devrait se dérouter pour se mettre à l'abri et évaluer les dégâts.

La direction de course a précisé que le navigateur n'était "pas blessé". "Il est en train de faire les manœuvres nécessaires afin de mettre le bateau en sécurité, indique le communiqué. Le lever du jour permettra de mieux évaluer la situation."

Le navigateur et son bateau "filaient à vive allure dans un début d'Alizés", précise le communiqué.

Septième au moment de l'avarie, Nicolas Troussel avait déjà perdu une place au classement mis à jour à 8 heures. Il pointait en 8e position à 472 milles d'Alex Thomson (Hugo Boss), leader.

Son équipe précise que Nicolas Troussel a démâté vers 7h30 ce lundi matin alors que les conditions étaient bonnes et qu'il naviguait à bonne vitesse à 20 noeuds (environ 37km/h) dans une mer calme.

Il faisait nuit et il était à l'intérieur de son bateau. Il a appelé brièvement à terre pour annoncer la mauvaise nouvelle précisant qu'il allait bien mais sans pouvoir voir les dégâts engendrés par la casse du mât sur le pont et éventuellement la coque et encore moins déterminer les causes de l'avarie(...)

SAO TOME AND PRINCIPE :

Sao Tome and Principe: Polisario's Actions in Guerguerat Are Criminal

<https://www.morocoworldnews.com/2020/11/325985/sao-tome-and-principe-polisarios-actions-in->

Rabat – President of the National Assembly of Sao Tome and Principe, Delfim Santiago Das Neves, expressed his country's solidarity with Morocco against Polisario's recent maneuvers in Guerguerat, a town in the buffer zone along the Moroccan-Mauritanian border.

Das Neves told Morocco's state media that his country learned of Polisario's illegal acts in Guerguerat with "great sadness and with deep concerns."

He recalled that the Polisario Front has continuously escalated tension in the region since October 21 through acts that caused a blockade of movement between Morocco and Mauritania.

"We consider this act as criminal, repugnant, and condemnable which we do not subscribe to," the official said.

He also reiterated Sao Tome and Principe's firm position, backing Morocco's sovereignty over Western Sahara.

"We believe that, in the name of legality, plausible solutions to [protect] the movement of people and goods will be found so as to ... ensure the security of the population," Das Neves said.

Sao Tome and Principe is among the states that recently opened a consulate general in Morocco's southern provinces.

The country inaugurated its diplomatic representation in Laayoune in January of this year, reflecting its firm support for Morocco's territorial integrity.

In his statement to MAP, Das Neves expressed his country's full determination to continue to boost cooperation with Morocco.(...)

TIMOR-LESTE :

Christmas gift and plant sale for Timor-Leste

<https://www.bluemountainsgazette.com.au/story/7011842/christmas-gift-and-plant-sale-for-timor-leste/>

The Blue Mountains East Timor Sisters (BMETS) will hold a Christmas gifts and plants sale at Wentworth Falls on November 28.

In a departure from BMETS legendary garage sales this event will only feature new goods. The unused items and recycled gifts include a large donation of goods from the now-closed Maison Montage formerly of Leura Mall. The high-quality home and gift shop has donated a range of jewellery, soap, shoes, homewares and other items and proceeds from the Christmas sale will support projects in Timor Leste.

BMETS member Ruth Moline said: "In this difficult year for many people we are extremely grateful to Maison Montage for their stock. Offering the lovely things at largely discounted prices will make Christmas shopping a bit easier."

Calendars and plants will also be available. Donations of both plants and brand new items such as unwanted gifts will also be accepted on site on Friday, November 27 - the day before the sale.

The BMETS calendar features photos of Timor-Leste taken last year by Design and Screen Media students from Western Sydney University. The students, led by WSU academic Dr Wendy Chandler, produced documentary profiles of Timorese university students, including many studying with the aid of scholarships funded by the generosity of Blue Mountains residents through BMETS and Together for Timor.(...)

****** AFRIQUE DU NORD ******

EGYPT :

Egypt rights group says third member arrested in less than a week

<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/20/egypt-arrests-leader-of-prominent-human-rights-group>

Gasser Abdel Razek, executive director of Egyptian Initiative for Personal Rights, taken from his home to an unknown location, the group says.

A prominent Egyptian rights group has said security agents have arrested its executive director, its third member to be taken into custody in less than a week despite international criticism.

“Gasser Abdel Razek was detained by security forces from his home in Maadi and taken to an unknown location,” the Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) tweeted late on Thursday. It gave no further details.

On Sunday, Egyptian security forces arrested the group’s office manager, Mohammed Basheer, on charges including “joining a terror group” and “spreading false news”.

Three days later, on Wednesday, Karim Ennarah, director of criminal justice at EIPR, was arrested while vacationing in the Red Sea resort of Dahab in South Sinai.

He was taken by security officers to an undisclosed location, the group said on Twitter, adding that he was ordered to be detained for 15 days pending investigations.

The arrests come after senior diplomats visited EIPR for a briefing on the human rights situation on November 3.

EIPR said Basheer was questioned by the Supreme State Security Prosecution about the organisation’s work and a visit earlier this month to its Cairo office “by a number of ambassadors and diplomats” to discuss human rights.

Pre-trial detention can last up to two years under Egyptian law, but the period is often extended.

The United States, a close ally of Egypt, said it was “deeply concerned” by the detentions.

“The United States believes that all people should be free to express their beliefs and advocate peacefully,” the State Department’s bureau handling human rights said on Twitter.

US President Donald Trump has stood firmly behind Egyptian President Abdel Fattah el-Sisi, whom he reportedly called “my favourite dictator”, but President-elect Joe Biden has signalled he will take a firmer line on human rights.

Legislators from Biden’s Democratic Party voiced outrage at the arrests and urged Egypt to free the activists immediately.(...)

ALGERIE :

Algérie : Le groupe Raïna Raï clashe Kada Benamar..

<https://www.dzairdaily.com/algerie-groupe-raina-rai-clashe-kada-benamar-propos-emission/>

Algérie – Le guitariste Attar connu sous le nom de Lotfi Raïna Raï perd son calme et clashe le journaliste Kada Benamar en raison du nom de son émission. On vous dévoile tous les détails de l’histoire.

Puisque le nom d’un groupe musical dit beaucoup sur lui avant même qu’on tende l’oreille à leur musique, Lotfi Attar n’a pas accepté qu’on « pirate » à son groupe son baptême. En effet, l’auteur-compositeur très connu en Algérie a clashé sur les réseaux sociaux l’animateur de télévision Kada Benamar qui présente une émission de talk-show portant le même nom que le groupe de Lotfi, il s’agit de « Raïna Raï ». Cette dernière est diffusée sur la chaîne télévisée Echorouk TV, rapporte ET

Djazairi. Ainsi, par le biais d'une publication sur son compte officiel Facebook datant du 19 novembre, le membre fondateur de Raïna Raï a envoyé des gros scuds au journaliste. « Le nom (ndlr, du groupe musical) appartient au peuple, au Maghreb et surtout à l'histoire », a-t-il écrit. Il est à noter que ce groupe date de trente (30) ans. Il a été fondé en 1980. Pour la nouvelle génération qui ne connaît pas le groupe en question, celui-ci a modernisé le raï tout en le mêlant avec le Rock ou encore le Gnaoui.

Revenant à nouveau à la publication de l'auteur. Attar a par la suite indiqué : « On nous pirate même le nom Raïna Raï ». Dans une bouffée d'angoisse, le chanteur algérien n'a pas caché son ressenti envers ce qui qualifie « un piratage » de nom. Pour enfoncer le clou, Lotfi Attar a fait appel au ministère de la Culture et l'Office national des droits d'auteurs et des droits voisins. « Où est le ministère de la Culture, où est l'ONDA ? », s'est interrogé le guitariste.(...)

MAROC :

Maroc : le cri de cœur des marchands ambulants

<https://www.bladi.net/maroc-marchands-ambulants,76388.html>

Fortement accablés par la crise sanitaire due au coronavirus, les marchands ambulants peinent à retrouver leur équilibre depuis mars dernier. Plusieurs d'entre eux, dont Mohammed Grita, commerçant de fruits et légumes plaide pour un accompagnement du gouvernement pendant cette crise qui perdure.

À l'instar de ses pairs, les activités du commerçant de fruits et légumes, Mohammed Grita ou "Karéa", jadis prospères ont été durement impactées par le Covid-19, rapporte la Map. En évoquant les périodes de vache grasse, ce jeune commerçant de 30 ans rappelle qu'il commençait ses activités chaque jour à 6h et rentrait autour de 22h. "Avant la pandémie, j'avais l'habitude de me réveiller à 04H00 du matin, je prenais un café à la maison puis je me dirigeais vers le marché du gros, où je m'approvisionnais en fruits et légumes que je transportais par une camionnette moyennant 50 DH", indique-t-il.

Le commerçant a également fait savoir qu'il engrangeait des bénéfices entre 300 et 400 DH. Ils lui permettaient de subvenir aux besoins de sa famille et de régler ses dépenses mensuelles, dont le loyer. Depuis le début de la crise, les affaires ne marchent plus pour ce père de famille qui est obligé de fermer sa boutique à 15h, de peur d'être interpellé par la police pour non-respect des mesures sanitaires.

Cette crise a également entraîné la hausse du prix des légumes et fruits, donnant du fil à retordre à ces commerçants. Dos au mur, ils appellent au soutien du gouvernement. "L'État doit accompagner en ces temps de crise, cette catégorie de personnes qui sont contraintes de travailler pendant un temps très limité". Il est inconcevable de travailler trois ou quatre heures par jour", déplore-t-il.

TUNISIE :

Tunisie : à Gabès, Khayreddine Debaya craint le scénario de l'explosion de Beyrouth (5/5)

<https://www.jeuneafrique.com/1066355/societe/serie-tunisie-a-gabes-khayreddine-debaya-craint-le-scenario-de-lexplosion-de-beyrouth-5-5/>

Les habitants de la ville surnommée « la petite Tchernobyl de Tunisie », dans le sud-est du pays, craignent que le scénario de l'explosion de Beyrouth ne se reproduise. En cause : la disparition de plusieurs centaines de tonnes d'ammonitrate.

Au cœur de sa parcelle de l'Oasis de Chenini, dans le sud-est du pays, Khayreddine Debaya respire.

Il prend soin d'irriguer ses grenadiers et de choyer ses arbustes à henné. Un « devoir » pour ce trentenaire, casquette et barbe mi-longue, vis-à-vis de l'héritage de son père et de son grand-père. Cette niche de verdure de 250 hectares aux airs de paradis perdu abrite tous types de cultures, à l'ombre des palmiers dattiers.

De quoi oublier un temps la zone industrielle, dont les cheminées crachent un épais nuage blanc, à trois kilomètres, au bord de la Méditerranée. Là, le long d'une écume noire, le rivage a été surnommé « Chott el maout », la plage de la mort. Les déchets de phosphogypse rejetés par le Goupe chimique tunisien (GCT) s'y entassent depuis les années 1970. C'est là qu'est transformé le phosphate venu de Gafsa, au centre du pays, en acide phosphorique et engrais chimiques, et stocké l'ammonitrate, destiné à l'agriculture locale et à l'export.(...)

LYBIA :

Life-saving evacuations from Libya to Rwanda resume after nearly a year

<https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/11/5fb78be44/life-saving-evacuations-libya-rwanda-resume-nearly-year.html>

UNHCR, the UN Refugee Agency, has evacuated yesterday evening (Thursday 19 Nov) a group of 79 vulnerable asylum-seekers out of Libya to safety in Rwanda. These critical, life-saving flights from Libya to Rwanda had been on hold for nearly a year because of COVID-19-related worldwide border closures and movement restrictions.

The group evacuated last night follows 306 other refugees brought to safety so far, thanks to the Emergency Transit Mechanism (ETM), agreed and set up in mid-2019 by the Government of Rwanda, UNHCR and the African Union.

The UNHCR-chartered flight, which took off from the Libyan capital, Tripoli, yesterday afternoon, landed safely at Kigali International Airport at 10PM local time. The group included men, women, and children from Eritrea, Sudan and Somalia. Most were living in Tripoli, but many had previously been held in detention, some for several years.

These evacuation flights are a vital lifeline for refugees and asylum seekers trapped in Libya. The ETM gives hope and provides a safe and organized pathway to longer-term solutions. However, the number of places available through the ETM and other humanitarian evacuation flights is still insufficient. UNHCR advocates for more countries to take part and offer more places for the most vulnerable refugees.

In the absence of legal pathways, desperate people continue to embark on dangerous journeys by sea, leading to the tragic loss of life. In the last week alone, an estimated 114 refugees and migrants have drowned or gone missing in four shipwrecks recorded off the Libyan coast.

Asylum-seekers evacuated from Libya have been taken to the transit facility in Gashora, where UNHCR is providing them with assistance including shelter, food, water, medical care, psycho-social support, language courses. The group will stay at the transit facility while solutions are sought for them, including resettlement, voluntary return to countries of previous asylum or to countries of origin where it is safe to do so, or integration with local Rwandan communities.(...)

COTE D'IVOIRE :

La Côte d'Ivoire à l'heure des tractations postélectorales

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/19/la-cote-d-ivoire-a-l-heure-des-tractations-postelectorales_6060413_3212.html

Une semaine après la rencontre entre le président Ouattara et son rival Henri Konan Bédié, le processus de négociation est lancé mais il faudra encore du temps avant la réconciliation. Mardi 17 novembre à l'hôtel Ivoire d'Abidjan, Alassane Ouattara est l'inévitable vedette du premier conseil politique post-électoral de son parti, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). La réélection du président ivoirien a été validée dix jours plus tôt par le Conseil constitutionnel, mais aussi – et cela l'inquiétait davantage – sobrement saluée par Emmanuel Macron, les chancelleries occidentales et les principales organisations africaines. Malgré le soulagement, le ton du président au pupitre est grave. « Je suis révolté », déclare-t-il en pointant la désobéissance civile et le boycott actif de l'opposition qui ont entraîné, selon lui, de nombreuses violences ces dernières semaines en Côte d'Ivoire. S'il multiplie les piques, le chef de l'Etat loue également le dialogue amorcé une semaine plus tôt avec l'opposition, auquel l'ensemble des diplomates l'ont incité.

Le 11 novembre, pour la première fois depuis août 2018, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié se sont revus et ont discuté. La rencontre s'est déroulée à l'hôtel du Golf. C'est là, dix ans plus tôt, que les camps Ouattara et Bédié avaient trouvé refuge et ferraillaient ensemble contre le président Laurent Gbagbo (2000-2011), qui refusait de quitter le pouvoir. Là aussi que s'était en apparence solidifiée l'amitié entre les deux « fils » rivaux de Félix Houphouët-Boigny, le père de l'indépendance. Apparence trompeuse...(...)

MALI :

Mali: le gouvernement rencontre les partis politiques et défend sa mainmise sur le CNT

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201119-mali-le-gouvernement-rencontre-les-partis-politiques-et-d%C3%A9fend-sa-mainmise-sur-le-cnt>

Au Mali, trois ministres se sont entretenus jeudi 19 novembre avec les responsables des partis politiques du pays pour une « prise de contact » avec les partis politiques. Cela pour instaurer un dialogue entre gouvernement et la classe politique, alors que ces derniers accusent les militaires de s'accaparer du futur Conseil national de transition... et l'ont fait savoir.

« On ne s'est pas privés, on a abordé la question ! » : Kadiatou Coulibaly, représentante de l'URD et membre de la coalition M5-RFP, raconte avoir dénoncé le manque de concertation et la répartition des sièges au sein du futur Conseil national de transition (CNT). « Ils ont dit qu'ils allaient transmettre à la Présidence, relate-t-elle, mais je ne pense pas qu'ils vont changer. On n'est pas rassurés. »

Djiguiba Keita, lui, représentait le Parena : « Ils ont pris la mesure du tollé que tout ça a provoqué », estime l'ancien ministre. Son parti demande aux autorités de sursoir à l'installation du CNT et de ne pas placer un militaire à sa tête : « Ils n'ont pas répondu sur le fond, mais j'ai l'impression que ça pourrait évoluer. »

« On déplore le processus, explique à son tour Youssouf Diawara du parti Yelema, mais ils sont dans leur rôle. Nous voulons aider, même si ça doit se faire en dehors des institutions de la

transition. »

Volonté de neutralité et éviter la concurrence entre partis

Des postures différentes, mais tous les participants rapportent que les ministres présents - le ministre de l'Administration territoriale, celui de la Réconciliation nationale et celui de la Refondation de l'État - ont justifié auprès d'eux leur méthode, ce que les nouvelles autorités maliennes ne prennent que très rarement la peine de faire : ainsi les ministres ont-ils jugé l'implication des partis politiques indispensables pour la suite de la transition. Mais leur souhait serait de préserver une certaine neutralité durant cette période, et d'éviter la concurrence entre partis au sein des organes de la transition.

TOGO :

Le Togo valide sa politique de sécurité routière et met en place un plan d'urgence de près de 5 millions EUR

<https://www.agenceecofin.com/transports/2011-82667-le-togo-valide-sa-politique-de-securite-routiere-et-met-en-place-un-plan-d-urgence-de-pres-de-5-millions-eur>

(Agence Ecofin) - Face à la recrudescence des accidents de la route – plus de 2 600 au 1er semestre 2020 –, le Togo approuve sa nouvelle politique nationale sur la sécurité routière. Un plan d'actions prioritaires de €4,8 millions sera exécuté sur 2 ans dans le cadre de la phase d'urgence.

Le Togo fait une avancée majeure dans sa lutte contre les accidents de la route. Le gouvernement, réuni en Conseil des ministres mercredi 18 novembre, a adopté le projet de décret portant sur la politique nationale de la sécurité routière.

Dévoilée le 4 novembre dernier, cette politique vise à réduire les accidents de la route et la mortalité liée à ceux-ci d'au moins 50%. Elle est structurée autour de 5 piliers : management, infrastructures, qualité des véhicules, usagers et secours.

Dans le cadre d'un plan d'actions prioritaires, le gouvernement s'est engagé à mobiliser 3,14 milliards FCFA (4,8 millions EUR) sur une période de deux ans représentant la phase d'urgence.

La situation sur la sécurité routière reste préoccupante au Togo, en dépit des efforts des pouvoirs publics et des ONG. Au premier semestre 2020, le pays a enregistré 2 627 accidents routiers, pour 241 décès et 3 734 blessés. Selon le ministère des Transports, 68% de ces victimes sont dus aux accidents causés par les engins à deux roues, les principales causes restant les mêmes : excès de vitesse, non-respect des feux de signalisation, conduite en état d'ébriété, refus de priorité, dépassement défectueux, défaut de maîtrise, ou encore le stationnement sans signalisation.

SENEGAL :

Sénégal, Mystérieuse maladie : plus de 700 personnes touchées, la piste des autorités

<https://www.afrik.com/senegal-mysterieuse-maladie-plus-de-700-personnes-touchees-la-piste-des-autorites>

La mystérieuse maladie dermatologique qui a été détectée, il y a quelques jours, chez des pêcheurs de Thiaroye-sur-Mer, au Sénégal, prend des proportions inquiétantes, avec plus de 700 personnes infectées.

Les autorités sanitaires sénégalaises sont à pied d'œuvre pour tenter de circonscrire la maladie mystérieuse qui a fait son apparition chez les pêcheurs de Thiaroye-sur-Mer, et qui s'est étendue à d'autres localités, comme Mbour (85 km de Dakar), Saint-Louis (272 km au Nord de Dakar), Mbaou (une autre banlieue dakaroise), Touba Dialaw (70 km de Dakar), Rufisque (ville à 25 km de Dakar) et Yène (60 km de Dakar).

Cette maladie dont l'origine est pour le moment inconnue, se manifeste par des boutons au visage,

aux bras, sur les lèvres, sur les parties intimes, sans compter que les yeux des personnes affectées sont larmoyants. Abdoulaye Diouf Sarr, ministre sénégalais de la Santé et de l'Action sociale, écarte une origine virale et rend sérieuse la piste toxique, assurant que toutes les dispositions sont en train d'être prises en collaboration avec ses homologues de l'Environnement et de la Pêche.

« Les populations attendent des informations. Depuis deux jours nous avons vu apparaître à Thiaroye, une maladie dite mystérieuse qui attaque les pêcheurs qui reviennent de mer souvent avec des lésions, parfois graves. À ce jour, nous avons identifié plus de 300 cas, l'identification se poursuit au fur et à mesure que les pêcheurs reviennent de mer. Parmi les cas, on en a 18 qui sont hospitalisés et les autres sont pris en charge dans des endroits dédiés pour pouvoir mieux les suivre ».(...)

BURKINA FASO :

Présidentielle au Burkina Faso : la lutte contre le terrorisme au cœur des débats

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-c-ur-des-debats_6060571_3212.html

Alors que 93 % des Burkinabés estiment que la sécurité doit être la priorité du chef de l'Etat, de nombreux candidats à l'élection de dimanche prônent le « dialogue » avec les groupes armés. A l'approche des élections présidentielle et législatives du dimanche 22 novembre au Burkina Faso, la lutte contre le terrorisme s'impose comme le sujet phare de la campagne. Négociations, amnistie, renforcement de la réponse militaire... Chaque candidat égrène son chapelet de promesses pour « rétablir la paix et la sécurité » dans le pays, où les attaques djihadistes ont fait plus de 1 600 morts en cinq ans, selon les chiffres officiels, et près d'un million de déplacés.

Le 11 novembre, quatorze militaires ont été tués dans l'attaque de leur convoi sur la route de Tin-Akoff (nord). L'urgence est absolue : 93 % des Burkinabés estiment ainsi que la sécurité doit être la priorité du chef de l'Etat, selon le sondage d'opinion « Présimètre » réalisé par le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), à Ouagadougou. Signe aussi de cette lassitude qui s'est installée chez une partie de la population face à l'enlèvement de la guerre au Sahel, de plus en plus de candidats à la présidentielle prônent le « dialogue » avec les groupes armés.

« Changer de stratégie »

Chez les partisans des négociations, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), de l'ancien président Blaise Compaoré (déchu après vingt-sept ans de règne à la suite d'une insurrection populaire en octobre 2014), a toujours milité pour « la voie de la diplomatie ». A l'époque, M. Compaoré entretenait des contacts étroits avec certains chefs djihadistes et avait négocié la libération de plusieurs otages occidentaux au Sahel par l'intermédiaire de son conseiller Moustapha Ould Limam Chafi. « Le terrorisme ne se combat pas par les armes, il faut changer de stratégie, discuter pour comprendre qui nous attaque et pourquoi », argue le candidat du CDP, Eddie Komboïgo, qui prône le « désarmement » et la « réinsertion dans la société » des « groupes rebelles ».(...)

BENIN :

Secteur de l'énergie au Bénin: la GIZ appuie l'installation d'un cadre national de concertation genre et inclusion sociale

<https://beninwebtv.com/2020/11/secteur-de-lenergie-au-benin-la-giz-appuie-linstallation-dun-cadre-national-de-concertation-genre-et-inclusion-sociale/>

Un atelier d'opérationnalisation du cadre national de concertation du genre et de l'inclusion sociale dans le secteur de l'énergie (Cc-Gise) a eu lieu ce jeudi 19 Novembre 2020.

C'est Bénin Royal Hôtel de Cotonou qui a servi de cadre à cet atelier qui a connu la participation des représentantes des femmes, exerçant dans les structures décentralisées du ministère de l'énergie. Cet atelier de lancement et d'opérationnalisation du cadre national de concertation du genre et de l'inclusion sociale dans le secteur de l'énergie (Cc-Gise) a été tenu, grâce à l'appui financier de la Coopération allemande GIZ.

Les travaux visent à contribuer à une appropriation de l'Aof du Cadre national de concertation et d'inclusion sociale du secteur de l'énergie (Cc-gise) et de faciliter son appropriation par les actrices concernées.

Il s'agit en réalité de mettre en place le secrétariat permanent pour l'opérationnalisation du "Cc-ise" et définir les grandes lignes pour les prochaines étapes.

L'atelier de ce jeudi, selon Madame Anne-Marie Gnacadja, présidente de la cellule genre et développement au ministère de l'énergie, est un cadre de réflexion pour permettre aux cadres du ministère de l'énergie en général et particulièrement aux femmes de ce secteur, de travailler pour le genre et l'ancrage de l'égalité entre les sexes au Bénin.(...)

NIGERIA :

Nigeria : la Directrice générale de l'UNESCO demande une enquête sur la mort du journaliste Pelumi Onifade

<https://fr.unesco.org/news/nigeria-directrice-generale-lunesco-demande-enquete-mort-du-journaliste-pelumi-onifade>

La Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a appelé les autorités nigérianes à faire la lumière sur la mort de Pelumi Onifade, un journaliste stagiaire de 20 ans dont le corps a été retrouvé dans une morgue au début du mois dans la banlieue de Lagos au Nigeria, plusieurs jours après avoir été interpellé par la police.

"J'appelle les autorités nigérianes à mener une enquête approfondie sur les circonstances de la mort de Pelumi Onifade. Les journalistes couvrant des manifestations sont des acteurs clés du maintien de l'État de droit et il est capital qu'ils puissent faire leur travail en toute sécurité." Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO

Pelumi Onifade, qui était stagiaire à la chaîne Gboah TV émettant sur internet à Lagos, avait été dépêché pour faire un reportage sur un rassemblement devant un hangar contenant des vivres, le 24 octobre, à Agege dans les faubourgs de Lagos. Selon des témoins, M. Onifade a été appréhendé par la police bien qu'il portait une veste l'identifiant comme journaliste. Il n'était pas réapparu depuis lors et sa famille, qui avait signalé sa disparition, a retrouvé son cadavre dans la morgue d'Ikorodu, dans les environs de Lagos.

L'UNESCO promeut la sécurité des journalistes au travers de mesures de sensibilisation mondiale, d'un renforcement des capacités, ainsi que par la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

NIGER :

Niger : la Banque mondiale passe en revue son portefeuille de projets

<https://www.niametles2jours.com/l-uemoa/banque/2011-6195-niger-la-banque-mondiale-passe-en-revue-son-portefeuille-de-projet>

(Niamey et les 2 jours) - « Le volume des investissements au Niger est d'environ 3 milliards de

dollars US et concerne trois projets », a déclaré Joëlle Dehasse, responsable-pays des opérations de la Banque mondiale. C'était à l'occasion de la revue sommaire du portefeuille des opérations de la Banque Mondiale au Niger qui s'est tenu ce 19 novembre à Niamey.

Joëlle Dehasse qui intervenait par visioconférence a également loué le solide partenariat qui existe entre le Niger et l'institution multilatérale. « Nous devons trouver des pistes et solutions afin d'accélérer nos interventions au Niger. Je reste convaincue que les recommandations et propositions qui seront issues de cette rencontre seront appliquées », a-t-elle ensuite ajouté.

La rencontre était présidée par le secrétaire général du ministère du plan Saâdou Bakoye.

Les différents participants ont tour à tour fait des présentations sur les bonnes pratiques, les modalités de gestion des projets, l'état de santé actuelle du portefeuille du Niger, les performances, les contraintes et les perspectives.

Ils ont également discuté de la re-calibration du portefeuille de la banque mondiale, ainsi que sa consolidation.

GHANA :

Ghana : La mort de JJ Rawlings comme outil politique ?

<https://fr.africanews.com/2020/11/18/ghana-la-mort-de-jj-rawlings-comme-outil-politique/>

Un géant de la politique africaine est tombé. L'ex-président du Ghana, Jerry John Rawlings, est décédé jeudi dernier à Accra. _Il a dirigé le pays pendant de nombreuses années, et fait évoluer le Ghana vers un système multipartite en instaurant la démocratie. _

Mais pourquoi sa mort est-elle utilisée comme un outil politique à l'approche des élections présidentielles et parlementaires ? Teye Kitcher est journaliste télévisuel à la retraite. Il a couvert le mandat de Jerry John Rawlings lorsqu'il était encore Président.

M. Kitcher, pouvez-vous nous dire ce que représente la mort de Jerry John Rawlings pour la politique africaine en général?

Il aimait le fait d'être un homme noir. Il aimait le fait que l'Afrique avait le potentiel d'être ce qu'elle devrait être en matière de développement intégral.

Au lendemain de sa mort, des dissensions sont apparues entre le parti avec lequel il a fondé et dirigé le Ghana, le Congrès national démocratique, et le Nouveau Parti Patriotique au pouvoir. Un parti dont il se rapprochait, selon certains, avant sa mort prématurée. Aujourd'hui, beaucoup pensent que son image sera utilisée comme un argument politique lors des prochaines élections. Comment réagissez-vous à cela, et quel sera l'impact sur le scrutin du 7 décembre ?

Je pense que ceux qui disent qu'il se rapprochait du Nouveau Parti Patriotique ont raison. Je pense qu'il s'en est rapproché parce qu'il voulait un peu de paix dans notre politique. Le fait que sa mort sera utilisée comme outil politique dans cette campagne est plutôt malheureux. Parce que nous devrions le voir comme un symbole d'unité du Ghana, et non pour un seul parti. Je pense qu'il aimerait être reconnu comme le Père du Ghana, et non comme le père du NDC ou du NPP. Les partis tels que nous les connaissons - la façon dont la politique est menée dans notre partie du monde - voudront profiter de sa disparition pour marquer des points politiques ou gagner des voix.(...)

GAMBIA :

Introducing DJ Kanu UK Based Gambian Promoting Gambian Talents Worldwide

<https://www.voicegambia.com/2020/11/20/introducing-dj-kanu-uk-based-gambian-promoting-gambian-talents-worldwide/>

Music, in all its most diverse styles and modes of enjoyment, is pervasive in the youth's life,

following them in different daily situations, each one with its own sound track.

Music not only dominates the youth's daily life, but also their social relations: the musical consumption among the youth is, in fact, a major marker of communities' taste and DJ's works hard to bring that taste to reality.

Afrinity Production draw attention to Lamin Camara, commonly know as DJ Kanu, a Gambian DJ and entertainer. The 2016 prestigious Radio Presenter winner of the year and also nominated for the 2017 radio personality of the year, now he is UK based and ready to Continue what he love doing, DJ'ing.

As DJ's main responsibility is for the selection, mixing, sequence and, in some cases, production of music that make the bodies to move in the dance floor, DJ Kanu has a unique protagonism in the electronic music culture. Presently, his protagonism exceeds the more underground youth scenes, ascending to the limelight in the Gambia and outside: in fact, he acquire the social statute of a celebrity, of a super star.

His DJ career started as a hobby and later as a full time DJ and he have been doing it for over a decade now. It all started in 2004, where he use to be playing in ceremonies, birthdays and anniversaries, it was until 2012 when he started playing on Radio stations.

Fast-forward a few years and many many experiences in between, he became known in different communities around the Gambia both locally and internationally for his amazing choice of mixing songs.

For Kanu, being a DJ in the Gambia is easy and the same time difficult, the easy part for him is everyone can be a DJ as long as you know how to play music and can also do the transition. As per the difficult part of it, is on how you going to bring yourself in the limelight and be known for your work.

He added that, getting yourself a sound system is also an important part of a DJ'S life. Due to the lack of structural institution in the Gambia, DJ'S have to work hard to make this things available at all time.

Kanu is not just a DJ, he is a well-known Entertainer and a promoter, he is known by almost all the recording artist in The Gambia for his availability and the playing of Gambian songs for the past years of him being in the entertainment industry.(...)

***** AFRIQUE CENTRAL *****

TCHAD :

Tchad : l'ONG "Voix de la femme" et l'Union européenne se mettent ensemble pour combattre les violences basées sur le genre

<https://tchadinfos.com/tchad/tchad-long-voix-de-la-femme-et-lunion-europeenne-se-mettent-ensemble-pour-combattre-les-violences-basees-sur-le-genre/>

COOPÉRATION- La délégation de l'Union Européenne au Tchad, et l'ONG "Voix de la femme", ont signé ce jeudi 19 novembre, une convention de financement de la campagne dénommée 16 jours d'activisme pour mettre fin aux violences faites aux femmes, 3e édition.

C'est un financement de 50.000 euros soit plus de 32 millions de francs CFA. cette somme permettra à l'ONG "Voix de la femme" de mener la troisième édition de sa campagne orientée sur les violences faites aux femmes. L'objectif général de ce projet est de contribuer à l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles au Tchad.

L'ONG prévoit organiser des causeries-débats, des émissions radiotélévisées, des caravanes et surtout la vulgarisation des instruments juridiques auprès des chefs traditionnels et religieux, sans oublier des rencontres avec les organisations féminines pour débattre de la question du genre. Du 25 novembre au 10 décembre 2020, ces 16 jours d'activisme permettront d'aller en guerre contre le mariage précoce, l'excision, l'inégalité d'accès à l'éducation de la jeune fille dans les 10 arrondissements de la ville de N'Djaména et dans les deux provinces à forts risques que sont le Mandoul et le Lac, a annoncé la coordinatrice nationale de l'ONG "Voix de la femme", Mariam Tidjani.

Le chargé des affaires de la délégation de l'Union européenne au Tchad, Zissimos Vergos, a relevé qu'en atteignant les filles et femmes tchadiennes, ces violences les empêchent de contribuer valablement à la vie économique et sociale du pays, et donc impactent négativement le développement du Tchad. Considérant l'ampleur de ce fléau au Tchad, il est essentiel de le combattre activement afin de ne pas pénaliser l'ensemble de la population, a-t-il souligné. la coordinatrice nationale de l'ONG "Voix de la femme", Mariam Tidjani, déplore en fin la méconnaissance des 16 jours d'activisme par la population tchadienne, malgré son organisation depuis 3 années successives par son ONG, pour en faire connaître l'importance et l'intérêt auprès de la population tchadienne

CENTRAFRIQUE :

Centrafrique: le gouvernement confie à Global Technologies la réhabilitation de Socatel

<https://www.agenceecofin.com/telecom/2011-82672-centrafrique-le-gouvernement-confie-a-global-technologies-la-rehabilitation-de-socatel>

(Agence Ecofin) - La Société centrafricaine des télécommunications pourrait retrouver une partie de son aura d'antan. Le gouvernement s'est offert l'expertise du français Global Technologies pour la remettre sur pied. A terme, la société devrait être capable de couvrir 40% de la population.

La société française Global Technologies (spécialisée dans la conception, l'installation et la supervision de systèmes et d'infrastructures de télécommunications) va réhabiliter la Société centrafricaine des télécommunications (Socatel), l'opérateur historique du pays. La mission lui a été confiée par le gouvernement de la Centrafrique avec lequel un contrat a été signé le 19 novembre

2020.

Socatel qui détient moins de 10% de parts de marché du mobile est en proie depuis plusieurs années à de nombreuses difficultés. Le retard technologique de la société publique, la mauvaise couverture réseau et la mauvaise qualité de service lui ont valu un désintéressement progressif des populations au profit d'Orange, Telecel et Moov. Désintéressement qui a fragilisé ses finances et empêché l'investissement dans le réseau.

A travers ce contrat de réhabilitation, Jean-Paul Steinitz, le président du groupe Global Technologies, dont les propos sont rapportés par RFI, explique qu'il s'agira de « restaurer un ancien réseau de faisceau hertzien qui a été construit il y a plus de quarante ans et nous proposons, en plus de cette ancienne installation, de restaurer la boucle avec quelques pylônes en plus ». L'objectif est d'approvisionner en Internet et en téléphone 40% de la population centrafricaine, essentiellement dans le sud et l'ouest du pays.

Le gouvernement centrafricain doit désormais fournir un investissement de 20 millions d'euros pour que les travaux de réhabilitation de la Socatel puissent démarrer.

CAMEROUN :

Cameroun : le général de division Jean-René Youmba a avalé son arme

<https://www.afrik.com/cameroun-le-general-de-division-jean-rene-youmba-a-avale-son-arme>

Le général de division Jean-René Youmba, âgé de 81 ans, est décédé, mardi 17 novembre 2020, à Yaoundé, des suites d'une courte maladie.

Né le 15 décembre 1939 à Nkonga par Pouma, département de la Sanaga-Maritime (Région du Littoral), Jean-René Youmba est admis en deuxième section en 2017, en même temps que cinq autres officiers généraux.

Ingénieur des travaux publics et bâtiments formé à l'École supérieure de Versailles en France, il embrasse le métier des armes en septembre 1958. Jean-René Youmba intègre la prestigieuse académie militaire de Saint-Cyr. Il a pour camarade Pierre Semengue, devenu en 1973 le tout premier général de la jeune armée camerounaise, par décret de l'ancien président de la République, Ahmadou Ahidjo.

Son parcours professionnel a été ponctué de plusieurs postes de responsabilités. Après un séjour à la compagnie et au Bataillon du Génie militaire à Douala puis à Yaoundé, Jean-René Youmba rejoint l'État-major des armées en 1986 comme sous-chef d'état-major. Le 13 avril 1989 Jean-René Youmba est élevé au grade de général de brigade, par le Président Paul Biya. Puis en 1993 il devient le commandant de la 3ème région militaire à Maroua (Extrême-Nord) puis la 7ème région militaire à Ebolowa dans la région du Sud. Et le 25 septembre 2001, il devient général de division.

Diplômé de l'Institut des hautes études de défense nationale de Paris, il a également suivi, aux Etats-Unis, une formation en relations civilo-militaires à l'Université navale de Mont Rey, en Californie. Avec son décès, le Cameroun vient ainsi de perdre un de ses chefs militaires parmi les plus aguerris dans le métier des armes.

CONGO BRAZZA :

Souffrance des patients au Congo : Un numéro vert pour dénoncer la mauvaise prise en charge à l'hôpital central des Armées

<https://lesechos-congobrazza.com/societe/7450-souffrance-des-patients-au-congo-un-numero-vert-pour-denoncer-la-mauvaise-prise-en-charge-a-l-hopital-centrale-des-armees>

Déjà opérationnel pour les patients depuis le 5 octobre dernier, un numéro vert gratuit (91.44.44.44) est désormais ouvert et disponible 7 jours sur 7 et 24h/24, après un constat alarmant au sein de l'hôpital central des Armées Pierre Mobengo de Brazzaville, notamment les maltraitements

psychologiques (dévalorisation de la personne, insultes, menaces, humiliations), les maltraitances financières (vols, escroqueries), les maltraitances médicales (privation de médicaments, privation de soins, douleur non prise en charge)...

Vous soupçonnez une situation de maltraitance, vous en êtes la victime ou le témoin : il est essentiel de ne pas rester seul face à cette situation.

Selon une note d'information de la direction de l'hôpital central des Armées Pierre Mobengo de Brazzaville signée par le médecin général de brigade, Pascal Ibata et dont une copie est parvenue à notre rédaction, un numéro vert gratuit (91.44.44.44) existe désormais pour signaler des actes de maltraitance auprès du Ministère congolais de la Santé pour tordre enfin le cou aux pratiques non conformes à la déontologie médicale.

GLOBALISATION

UNION AFRICAINE :

Sahara occidental : l'attentisme de l'Union africaine

<https://www.dw.com/fr/sahara-occidental-lattentisme-de-lunion-africaine/a-55680671>

A part pour exprimer sa "préoccupation", l'UA reste impuissante dans ce conflit qui oppose depuis des années le Maroc au Front Polisario.

L'Union africaine semble paralysée dans le dossier du Sahara occidental. Il y a quelques jours, celle-ci a simplement exprimé sa "préoccupation" sur la situation. Pourtant, le Front Polisario multiplie les attaques contre le mur de défense marocain.

La Jordanie a décidé d'ouvrir un consulat à Laâyoune lors d'un entretien téléphonique jeudi (19 novembre) avec le roi du Maroc Mohamed VI. Une reconnaissance de fait de la souveraineté de Rabat sur ce territoire que lui disputent les indépendantistes du Front Polisario.

La Jordanie comme d'autres Etats africains

D'autres pays africains avaient déjà précédé la Jordanie. Pourtant, le Sahara occidental est membre de l'Union africaine depuis 1984.

Pour Nadjat Handi, représentante du Front Polisario en Allemagne, ces ouvertures de représentations diplomatiques sont de la propagande marocaine. "Le Sahara occidental est membre de l'Union africaine au même titre que le Maroc. Le Maroc ne respecte pas les résolutions ni des Nations unies ni de l'Union africaine qu'il a pourtant signées.", affirme-t-elle.

Selon Mme. Handi, "L'Union africaine doit être fidèle à ses principes et demander au Maroc de s'y conformer."

Le Maroc revendique sa souveraineté sur le Sahara occidental, une région riche en phosphates.

L'erreur de l'Union africaine

Alphonse Zozime Tamekamta, spécialiste des questions de conflit et de paix en Afrique estime que l'Union africaine a commis l'erreur de reconnaître en 1984 un territoire qui n'était pas encore souverain :

"Aujourd'hui, on peut comprendre pourquoi l'Union africaine a une position attentiste. J'ai l'impression qu'aujourd'hui il y a un acte qui a été pris en 1984 et que l'Union africaine se retrouve dos au mur et ne peut pas aller plus loin, au regard aussi des interférences et la juxtaposition, la superposition des intérêts."(...)

CHINA :

How a 'vast ocean of goodwill' between China and Australia turned sour.

<https://edition.cnn.com/2020/11/19/asia/australia-china-morrison-intl-hnk/index.html>

Hong Kong (CNN)Earlier this year, amid growing global anger over China's initial handling of the coronavirus pandemic, Australia was among the first countries to call for an official investigation into the virus' origins.

That was met with an angry response from Beijing, which accused Canberra of a "highly irresponsible" move that could "disrupt international cooperation in fighting the pandemic." And while China succeeded in watering down language in an eventual resolution at the World Health Assembly calling for an independent probe, it has not forgotten the slight.

In recent months, China has hit Australia with trade tariffs, targeted Australian journalists, and issued angry missives regarding Canberra's dealings with other regional powers. Speaking this week, China's Foreign Ministry spokesman Zhao Lijian said Canberra should take full responsibility for a "series of wrong moves related to China, which is at the root cause of China-Australia relations taking a sharp downturn."

Zhao had even more strong words Thursday, after the Five Eyes alliance -- of which Australia is a member -- criticized Beijing's recent expulsion of several Hong Kong lawmakers. "No matter how many eyes they have, five or 10 or whatever, should anyone dare to undermine China's sovereignty, security and development interests, they should be careful not to get their eyes poked out," Zhao said.

Also this week, Chinese diplomats distributed a document to Australian media listing Beijing's grievances with Canberra. These include unfairly blocking Chinese investment, spreading "disinformation" about China's coronavirus response, falsely accusing Beijing of hacking, and engaging in "incessant wanton interference" in Xinjiang, Taiwan and Hong Kong, according to the ABC.

Australia's Prime Minister, Scott Morrison, said Thursday he had seen the document, but added Australia "will continue to be ourselves."(...)

USA :

The US just recorded more than 2,000 Covid-19 deaths in a day. One model predicts that number will keep growing

<https://edition.cnn.com/2020/11/20/health/us-coronavirus-friday/index.html>

(CNN)More than 2,000 American deaths were recorded by Johns Hopkins University on Thursday - the highest number since early May.

And as the virus runs unabated across US communities, experts warn the coming weeks will likely be brutal and the pandemic's death toll will keep climbing.

By December 18, more than 2,300 Americans could be losing their lives daily, according to the University of Washington's Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME).

"We expect daily deaths to reach a peak of over 2,500 a day in mid-January," the IHME modeling team wrote on Thursday.

The group also hiked its Covid-19 death forecast considerably, now predicting a total of 471,000 American deaths by March 1 -- up more than 30,000 since their last projection about a week ago.

Health officials predicted a rise in deaths would follow the surge of new infections and hospitalizations much of the country is now experiencing. On Thursday, the US reported a new high of more than 80,600 hospitalized patients nationwide, according to the COVID Tracking Project. On the same day, another record: more than 187,800 new cases reported across the country, the most ever, according to data from Johns Hopkins University.

"When you look at what's happening now, the rate of rise is dramatically different. This is faster. It's broader," White House Coronavirus Task Force member Dr. Deborah Birx told CNN Chief Medical Correspondent Dr. Sanjay Gupta in an exclusive interview.

"And what worries me," she added, "it could be longer."(...)

ONU / UN :

Covid-19 : l'OMS déconseille l'utilisation du remdesivir

<https://news.un.org/fr/story/2020/11/1082772>

« Le médicament antiviral remdesivir n'est pas suggéré pour les patients admis à l'hôpital avec la covid-19, quelle que soit la gravité de leur maladie. Car il n'y a actuellement pas de preuve qu'il améliore la survie ni qu'il ne permette d'éviter d'être placé sous ventilation artificielle », souligne l'agence onusienne dans un communiqué.

Des recommandations émises après l'avis de son panel d'experts dont les conclusions sont publiées dans la revue médicale BMJ.

« Le remdesivir n'a pas d'effet significatif sur la mortalité ou sur d'autres résultats importants pour les patients, tels que la nécessité d'une ventilation mécanique ou le délai d'amélioration clinique », fait valoir l'OMS, après un examen approfondi de ces preuves.

Les experts de l'OMS ont basé leurs conclusions sur l'analyse de quatre essais cliniques internationaux comparant l'efficacité de différents traitements et portant sur plus de 7.000 patients hospitalisés pour le nouveau coronavirus.

Parmi ces experts du monde entier figurent quatre patients ayant eu la covid-19. Ces scientifiques évoquent « une recommandation appropriée » et soulignent « la possibilité d'importants effets secondaires » du remdesivir, sans oublier le « coût relativement important et les implications logistiques » d'un médicament « administré par intraveineuse ».

Les experts favorables à la poursuite des essais évaluant le remdesivir

Le remdesivir a reçu une attention mondiale en tant que traitement potentiellement efficace contre la covid-19 sévère et est de plus en plus utilisé pour traiter les patients à l'hôpital. Mais pour l'OMS, son rôle dans la pratique clinique est resté incertain.(...)

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mercredi 26 novembre 2020